TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI GEBIED

Kigali , le 30 janvier 1958 , de

(11) Nº 943 D.70/6

Monsieur le Juge de Police DE MAN

RUHENGERI .-

一年 一年 一年

Ref. n°:

Annexe Bijlage

: Jments de Police

m. 736/1-8

Objet

Voorwerp

Jugements de Police

Copie pour information à Monsieur le Procureur du Roi à USUMBURA.-

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI J. GUTTENS.-

7-8-9-10

Monsieur le Juge de Police,

12

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en retour les jugements de Police rendus par vous au cours du mois de décembre 1957

Observation:

Jugement n° 7 à IO: Il fallait indiquer le nom du territoire où l'infraction fut commise afin de justivier votre compétence territoriale.

- Il y avait lieu de faire signer le traducteur requis par le juge, la feuille d'audience.

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI J. GUFFENS.-

J. Zuel



Nous soussignés DE NAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en séance publique à Ruhengeri
le 9 décembre 1957
en cause du (1882) nommé (1882) MUDEREVU Stanislas, fils de Niwenchuti et de Mukamanzi originaire de Butezi, s/chef Nkusi, chefferie Kingogo, territoire de Kisenyi, résidant à Ruhengeri, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, célibataire, âg
de 22 ans, clete au chantier de pâturages du Gouvernement, sans condamnation.
antéieure connue.
wannenganangananganangananganangan a may bang mang mang mang mang mang mang mang m
prévenu de: avoir à Ruhengeri le 16 novembre 1957, hors les cas prévus à l'arti
le 69 du C.P.C. L.II. pénétré contre la volonté de l'occupant dans l'appartement de l'élève-infirmière IZABILIZA. Infraction prévue et punie par l'articl 70 du C.P.C. L.II.
Control of the contro
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu(s), dequelx (lasquels) se tranve(nt) en
étatod'arrestation préventive depuis de
et
Comparaît la nommée IZABILIZA Domitilla, fille de Rutunga et de Nyiramparara,
originaire de Nyabinyenga, s/chef Kamanzi, chefferie Kabagari, territoire
originaire de Nyabinyenga, s/chef Kamanzi, chefferie Kabagari, territoire de Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Lulera, territoire Ruhengeri,
de Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Lulera, territoire Ruhengeri,
de Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Lulera, territoire Ruhengeri, élève infirmière.
de Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Lulera, territoire Ruhengeri, élève infirmière. Q Avez-vous autorisé NUDEREVU a pénétrer chez vous le samedi 16 novembre ? R Il est entré chez moi, n'est pas resté longtemps et je lui ai demandé de partir juste au momént où le Médecin arrivait.
de Nyanza, résidant à Buhengeri, chefferie lulera, territoire Ruhengeri, élève infirmière. Q Avez-vous autorisé NUDEREVU a pénétrer chez vous le samedi 16 novembre ? R Il est entré chez moi, n'est pas resté longtemps et je lui ai demandé de
de Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Lulera, territoire Ruhengeri, élève infirmière. Q Avez-vous autorisé NUDEREVU a pénétrer chez vous le samedi 16 novembre ? R Il est entré chez moi, n'est pas resté longtemps et je lui ai demandé de partir juste au momént où le Médecin arrivait.

Q Cependant vous avez signé une déclaration certifiant que MUDEREVU ét: entré chez vous contre votre gré.	ait
R Je n'ai pas bien compris la portée de la déclaration que le Médecin a dactylographiée.	3.
Comparaît le prévenu:	
Q Etes-vous entré dans le logement de l'élève infirmière contre son gre R Non, je suis déjà allé souvent chez elle. Ce samedi-là je suis entré	
elle mais elle m'a dit qu'il était tard et que je devais partir, je n pretais à le faire lorsqu'arriva le Médecin.	ı³ap-
Q IZABILIZA vous a-t-elle refusé l'entrée de sa chambre ? R Pon.	
Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu s'est introduit d	an c
	OLI D
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre.	
le logement de l'élève infirmière le samedi l6 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava	
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre.	it
le logement de l'élève infirmière le samedi l6 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite.	it ré .
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent	it ré ir.
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de part Attendu que'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'e	it ré ir. ntré
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de part Attendu que'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'e de MUDEREVU. Attendu que dès lors les éléments de l'infraction ne sont pas établis	it ré ir. ntré
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de part Attendu que'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'e de MUDEREVU. Attendu que dès lors les éléments de l'infraction ne sont pas établis	it ré ir. ntré
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de part Attendu que'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'e de MUDEREVU. Attendu que dès lors les éléments de l'infraction ne sont pas établis	it ré ir. ntré
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre. Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci ava déjà souvent rendu visite. Attendu que la normé IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas ent contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de part Attendu que'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'e de MUDEREVU. Attendu que dès lors les éléments de l'infraction ne sont pas établis	it ré ir. ntré

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en séance publique à Ruhengeri
le 9 décembre 1957
en cause du (dex) nommé(s) MUDEREVU Stanislas, fils de Niwenchuti et de Mukamanzi originaire de Butezi, s/chef Nkusi, chefferie Kingogo, territoire Kisenyi, residant à Ruhengeri, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, célibataire âgé de 22 ans, clerc au chantier de pâturages du Gouvernement, sans condamnation and rieure connue.
prévenu de: avoir à Ruhengeri le 16 novembre 1957, hors les cas prévus à l'article 69 du C.P.C. L.II. pénétré contre la volonté de l'occupant dans l'appartement de l'élève-infirmière IZABILIZA D. Infraction prévue et punie par l'article 70 du C.P.C. L.II.
The state of the s
COMMINICATION OF THE PROPERTY
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu(x), lequelx(lesquels) sextronve(nt) cen
étatidizmentation préventive depuis de
Comparaît la nommée IZABILIZA Domitilla, fille de Rutunga et de Nyiramparara,
originaire de Myabinyenga, s/chef Kamanzi, chefferie Kabagari, territoire de
Nyanza, résidant à Ruhengeri, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, élève-
infirmière.
Q Avez-vous autorisé MUDEREVU a pénétrer chez vous le samedi 16 novembre ? R Il est entré chez moi, n'est pas resté longtemps et je luiai demandé de
de partir juste au moment où le Nédecin arrivait.
Q Est-ce contre votre gré que MUDELEVU a pénétré dans votre appartement ?
R Non
Justice no 162.

Q. Cependant vous avez signé une déclaration certifiant que MUDEREVU était entré chez vous contre votre gré ?
R Je n'ai pas bien compris la portée de la déclaration que le Médecin a
dactylographiée.
Comparaît le prévenu:
Q Etes-vous entré dans le logement de l'élève IZABILIZA contre son gré.
R Non, je suis déjà allé souvent chez elle. Ce samedi-là je suis entré chez
elle mais elle m'a dit qu'il était tard et que je devais partir, je m'ap-
pretais à le faire lorsqu'arriva le Médecin.
Q IZABILIZA vous a-t-elle refusé l'entré de sa chambre ?
R Non.
Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu s'est introduit dans
le logement de l'élève infirmière le samedi 16 novembre.
Attendu que celle-ci est une amie du prévenu, à laquelle celui-ci avait dé
jà souvent rendu visite.
Attendu que la nommée IZABILIZA reconnait que le prévenu n'est pas entré
contre son gré dans son logement mais qu'elle l'a simplement prié de partir.
Attendu qu'il est manifeste que IZABILIZA ne s'est pas opposée à l'entrée
de MUDEREVU.
Attendu que dès lors les éléments de l'infraction ne sont pas établis.
Vu les P.V. de l'Officier de Police Judiciaire.

Transmis à Monsieur le Substitut du Procureur du Roi à Kigali RUANDA-URUNDI Ruhengeri Ruhengeri , le 4 decembrigo 2. Territoire : Ruanda Résidence : Le Commissaire de Police OPJ LEHNEN P.V.-No 141 /P/ L'Officier de Police Judiciaire PRO JUSTITIA Date d'arrestation : Prévenu: L'an mil neuf cent cinquante-sept le vingt-deuxièmejour novembre MUDEREVU onze heures. du mois de vers Devant Nous LHENEN Paul, Joseph Commissaire de Police - Officier de Police judiciaire, à compétence générale, Fuhengeri Comparait la nommée IZABILIZA Domitilla, fille de Rutunga (ev) et de Nyirampara (ev), originaire de la colline Nyabinyenga, s/chef Kamanzi, chefferie Kabagari, territoire de Nyanza, résidant à Ruhengri au camp infirmier, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, élève infirmière qui répond à nos questions comme sutt: Q. Racontez-moi quelles furent les circonstances de la visite que vous a faite le nommé MUDEROVU Stanislas? R. Le soir du samedi ló novembre je me rendais chez le nomme LAMBERT, aide-infirmier à l'hôpital de Ruhengri. J'ai rencentré le nommé MUDEREVU à l'extérieur à la porte d'entrée Prévention: cntré le nommé MUDEREVU à l'extérieur à la porte d'entrée du bâtiment où je loge. Je suis allé avec lui à l'intéri rieur de la maison. Je lui ai dit de rentrer chez lui, P.L.I. ant. mais il n'est pas rentré. Je suis sortie pour aller allumer ma lampe-tempête et c'est alors que j'ai trouvé Monsieur le Dr. DETHISE et Mr. DIERICKX. Alors le Docteur a obligé le nommé MUDEROVU de rentrer chez lui. Plaignant: DETHISE Et il est parti. Q. Que venait-il faire le nommé 🗱 MODERUVU ? R. Il ne m'a rien dit . Q. Combien de temps a-t-il été chez vous ? R. Environ 5 minutes. Q. Qu'a-t-il fait pendant ce temps ? R. Il ne faisait rien, seulement il était assis sur mon lit Q. C'ttait la première fois qu'il est venu chez vous ? R. Ce n'était pas pour la première fois qu'il était venu; seulement ce fut pour la première fois que je me trouvais seule. Les autres fois ce fut en présence de la nommée Objets saisis: TEZIRA, aide-accoucheuse quioccupe avec moi l'appartement Vous connaissez-donc le nommé MUDEROVU ? Oui, parce que c'ett un ancien élève de l'école des in-fimmiers. Q. Pourquoi lui avez-vous dit de rentrer chez lui ? R. Parce que c'est interdit à des personnes étrangères Q. Par qui est-ce interdit? R. Par le Directeur de l'école depuis le temps où M. le Dr; HOMANS était enore directeur. Observations: Q. Puisque ne n'était pas la première fois qu'il a pénétré chez vous, les autres fois vous avez toléré sa présence? R. Je ne l'en empêchaitpas, parce qu'il allait dans l'autre chambre chez la nommée EEZIRA. Après lecture, la comparante persiste et signe avec Nous.

La comparante.

Zzabiliza

L'OPJ.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

HOPJ.

L'an mil neuf cent cinquente-sept, le vingt-troisième jour du mois de novembre, vers dix heures.

Devant Nous, LEHNEN Paul, Joseph, OFFICIER de Police Judiciaire à compétence générale en territoire de Ruhengeri, Nous trouvant à Ruhengeri, comparaît sur convocation le nommé NUDEREVU Stanislas, fils de Niwenchuti et de Mukawanzi, originaire de la colline Butezi, s/chef Nkusi, chefferie Kingogo, territoire Kisenyi, résidant à Ruhengeri, s/chef Suedi, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, célibataire? âgé de 22 ans, clerc qui répond à nos questions comme suit: à nos questions comme suit: Q. Connaissez-vous la nommee IZABILIZA Domitilla ? k. Je la connais. Est-ce que c'est exect que vous vous êtes introduit chez elle contre son gré ? R. Je venais du Cercle des Evolues. Comme je la connaissas depuis loggtemps je suis alé la visiter. Je l'ai trouvée debout devant sa chambre à l'extérieur. Elle m'a dit: "Je regrette que vous arrivez juste au moment où xxxx j'éteins ma lanterne pour aller me coucher. Vous pouvez revenir une autre fois". Au même moment le Dr. DETHISE et Mr; DIERICKX survinrent et me trouverent debout dans la porte; ils ont demandé mon nom et je suis parti. Q. Vous savez qu'il est strictement interdit de venir dans le camp des infirmières où des logements sont mis à leur disposition?

R. Je nen sais rien du tout; il n'y a arcun avis qui dit cela. Je peux quand même aller en visite commet tout le monde. De plus , je n'étais pas seul il y avait encore d'autres visiteurs un peu partout.

Après lecture, le comparant persiste et signe avec Nous Le comparant.

L'OPJ Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'au mil neuf cent cinquante-sept, le septième jour du mois de

décembre, vers 5.00 hrs;

Devant Lous, LEHLER Paul, Joseph, Officier de Police Judiciaire à compétence générale en territoire de Ruhengeri, nous trouvant à Ruhengeri, comparaît le nommé DIERICKX Willy, qui répond à nos questions comme suit: Q. Que savez-vous de l'afraire qui oppose le nommé TUDERTVU à la

nommée IZABILIZA ? R. Le Docteur DUTHISH avait décidé de faire un contrôle de l'inter nat de l'école officielle des infirmiers et m'avait prié de l'accompagner. Lous avons commencé avec l'annexe de l'internat, entre autre le logement de la nommée IZABILIZA. Ce logement est situé dans le camp des aide-infirmiers derrière l'hopital. Arrivé là-bas, j'ai trouvé la porte fermée; j'ai frappé et je suis entré avec le Docteur. La nommée IZABILIZA se trouvait derrière la porte, tandis qu'un individu se leva du lit et se dirigea vers une chambre attenante. Je l'ai interpellé; il s'est arrêté. Le Docteur lui a demandé son identité et il a donné un faux nom; si je me rappelle bien, ce fut DEOGRATIA avec un nom de famille quelconque, puisque je connais l'individu, comme étant MUDNREVU Stanislas. Fendant que nous interrosions le type, la fille est sortie pour allumer se lampe tempêgions le type, la fille est sortie pour allumer sa lampe tempête. Comme excuse pour la présence de MUDERETU à l'intérieur de la maison, elle dommait la raison qu'elle ne savait pas qu'il était interdit d'accueillir des personnes chez elle. Or, ceci est imexact, puisqu'elle a déjà reçu deux notes dans or, ceci est inexact, pursqu'elle a deja recu deux notes dans som cahier expliquant clairement qu'il est strictement interdit de recevoir du mondu aussi bien à l'internant de l'école que de ses annexes, en l'occurence le logement occupé par la nommée IZABILIZA. Si besoin, je peux vous fournir ces notes. De pous, le couvre-feu se fait à l'internat à 9.15 hrs, alors qu'il était environ 9.45 hrs. Sur ces faits, nous sommes partis. Après lecture, le comparant persiste et signe avec hous. Ie convarant.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

FICHE D'IDENTITÉ

Nom: DIERICEX Prénoms : Willy, Corneille Né à Buggenhout Opstal le Lo/5/28 Filsde vamille et de Dierikkx Marie Etat - civil: Célibataire: Marié à : Pomsaerts Jacqueline Veuf de : Divorcé de : Profession : agent auxiliaire médical Nationalité: belge Bruxelles, 119, Avenue Voltaire Domicile . Résidence: Ruhengeri Immatriculé à Usumburale 4/2/54 N° 2969 Vol VI F° 34 Durée des séjours antérieurs au R.-U. ou au Congo Belge Document d'identité produit Attestation d'immatriculation Ruhengeri , le 7/12/57 9/1-2-2Je soussigné Izabiriza Domitalla, élève à l'école officielle des infirmiers de Ruhengeri, déclare que le normé Muderevu Stanislas s'est introduit dans non habitation le Samedi 15 novembre vers 21h30 ceci contre mon gré et malgré mes objurigations de devoir quitter les lieux.

Fait à Ruhengeri le 18 novembre 1957

Izabiriza Domitilla

Elève en 2è année.

- Gahilya

Nº 91/I.J.

A Monsieur léofficier de Police Judiciaire Monsieur l'A.T.A Lehnen.

Ruhengeri.

Objet : Plainte contre Mudereva Standslas.

Monsieur l'Officier de police judiciaire,

J'ai l'honneur de porter plainte contre le nomné Muderevu Stanislas, ancien élève infirmier à l'école officielle de Ruhengeri, pour le motif survant:

" s'être/ introduit dans le logement mis à la disposition de l'élève infirmière Izabiliza Domitilla; contre le gré de celle ci."

Vous trouverez en annexe une déclaration de l'élève.

Le Médecin Directeur de l'école. Dr. A. Dethise.

Médecin des Hôpitaux.

Renvoyons des poursuites du chef de 12	infraction précitée.
Condamnons Dextrommé	<u> </u>
40	
- A	
	· A A S A S A S A S A S A S A S A S A S
Soit au total à	jours de servitude pénale — à une
amende de frs	ou en cas de non paiement dans le
délai de jours à une S.	P.S. de jours.
Condamnons Met	tons les aux frais du procès taxés à
à charge du Gouvernement du Ruanda-	Ur undi.
DTEX: De Uneciarons cena-cir	écupérables, à défaut de paisment dans lex délai
dejours, pa	ar la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci àjours	3.
Proposed la configantion de	
rrononçons la confiscation de	
-	
Et statuant d'office sur les intérêts de l	La partie lésée, condamnons le prévenu
	et
faute de s'exécuter dans le délai de	déclarons ceux-ci récupérables
mon le voie de le controinte non compa et fiven	s la durée de celle-ci àjours.
	e le condamné ne parvienne (les condamnés ne
	du présent jugement, ordonnons son (leur) ar-
restation immédiate.	- Car production of administration and a contract of the contr
Calcul des frais:	The state of the s
P.V.Off. de P.J Frs:	Control of the contro
-	
Feuille d'audience Frs :	P
Jugement	
Total: Frs:	Management of the second of th
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à	Ruhengeri
- Landau	
	Le Juge de Police

J. DE FAN. - Jelles

• Renvoyons des poursuites du chef de l'infi	raction précitée.
	and the second s
Annual Control of the	
Condannans le mommé x	
	. A. A
	>
	2
Soit au total à	jours de servitude pénale — à une
amende de frs	ou en cas de non paiement dans le
délai de jours à une S.P.S.	de jours.
Gondannous Metton	s les aux frais du procès taxés xà
à charge du Gouvernement du Ruanda-Urun	di.
Fra: let déclarons ceux-ci récupé	rapres, a detaut de palement dans le delar
dejours, par la	voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci àjours.	
Prononçons la confiscation de	40 (2) (4) (5) (6) (7) (7) (7)
Et statuant d'office sur les intérêts de la par	tie lésée, condamnons le prévenu
	et
faute de s'exécuter dans le délai de	- déclarons ceuv-ci récunérables
	694
par la voie de la contrainte par corps et fixons la	
Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le c parviennent) à se soustraire à l'exécution du p	
restation immédiate.	
Calcul des frais:	* *
P.V.Off. de P.J Frs:	or a state of the season of th
Feuille d'audience Frs:	
-	
Jugement Frs:	•
Total: Frs:	
Aingi jugé et proponcé en sudience publique à Ru	
Ainsi jugé et prononcé en audience publique àRu	
I.e	Jege de Police

DE MAN J.- (elle)

siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
en cause du prévenu nommé NSHAKA, fils de Mabukwiha (+) et de Nyirab
rima (ev) originaire de Musanze, chefferie Mulera, Territoire Ruhengeri, y sidant, veuf, 3 enfants, travailleur Repyru à Kinigi, déjà condamné pour détion. prévenu d'avoir à Kinigi Rule 1 octobre 1957, étant engagé da
commis les liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda,
n'est pas un indigène du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu au
obligations lui imposées par contrat, en désertant, infraction prévue et pu par l'article 84 de l'AR du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur 11GARALBE Joseph, interprète requis
Le prévenu est présent et il comparait
Le prévenu est présent et il comparait
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sur site de la comparait), (sur sommation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé LISHAKA
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sur citation) x (sur sommation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé INSHAKA prévenu qui nous a déclaré
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sur site de la comparait), (sur sommation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé LISHAKA
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (surritation); (surritat
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (surritation), (surritat
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (surcitation)
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sux citation) x (sux sommation verbate), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. IL SMAKA prévenu qui nous a déclaré Q Pourqoui avez-vous déserté le 1 ocotbre 1957 ? R Ma femme est morte en mars, je dois m'occuper de mes enfants. Ceux-ci sont tombé malades en octobre. Aussi ai-je du m'absenter. J'ai repris l'avail début novembre. Q Avez-vous demandé à votre employeur l'autorisation de vous absenter ?
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (surxitation) x (surxionmation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. HSHAKA prévenu qui nous a déclaré Q Pourqoui avez-vous déserté le l ocotbre 1957 ? R Ma femme est morte en mars, je dois m'occuper de mes enfants. Ceux-ci sont tombé malades en octobre. Aussi ai-je du m'absenter. J'ai repris l travail début novembre. Q Avez-vous demandé à votre employeur l'autorisation de vous absenter ? R Non.
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sux citation) x (sux sommation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. NSMAKA prévenu qui nous a déclaré Q Pourqoui avez-vous déserté le l ocotbre 1957 ? R Ma femme est morte en mars, je dois m'occuper de mes enfants. Ceux-ci sont tombé malades en octobre. Aussi ai-je du m'absenter. J'ai repris l travail début novembre. Q Avez-vous demandé à votre employeur l'autorisation de vous absenter ? R Non. A comparu ensuite, nommé
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (sux citation) x (sux sommation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. NSMAKA prévenu qui nous a déclaré Q Pourqoui avez-vous déserté le l ocotbre 1957 ? R Ma femme est morte en mars, je dois m'occuper de mes enfants. Ceux-ci sont tombé malades en octobre. Aussi ai-je du m'absenter. J'ai repris l travail début novembre. Q Avez-vous demandé à votre employeur l'autorisation de vous absenter ? R Non. A comparu ensuite, nommé
Le prévenu est présent et il comparait (volontairement), (surcitation), (surcita

*	Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même.
	Le système de défense consiste à dire que
1636463333477	
	Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a été ré
	ement engagé sous contrat par la Répyru, qu'il a déserté le 1/10/57, al-
	qu'il devait soigner ses enfants étant veuf.
	Attendu que le veuvage n'est nullement prouvé, la femme du prévenu ita
	Attendu qu'idx nésul te des débats de k'audi encex que le prévent
étant	toujours inscrite à son livret, que dès lors la raison de l'absence ap-
parait	bien comme un pretexte.
	Attendu que le prévenu n'ignorait pas qu'il devait prester ses services
qu'il	devait sommiciter l'autorisation de son employeur pour s'absenter que
sa mau	vaise foi est ainsi établie
	Attendu que le prévenu a repris son travail, mais qu'il est résidiviste Vu la plainte de l'employeur Le condamnons du chef de l'infraction précitée à 150 frs d'amende.
	Le renvoyons des poursuites du chef de
	Soit au total à jours de servitude pénale principale,
à une am	ende de cent cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende
	élai de deux jours, à 10 jours du servitude pénale subsidiaire.
	Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non
paiement	de ces frais dans le délai de deux jours, à jours de contrainte par
corps.	
	Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :
faute de	s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
par corp	s
25,000	Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)
	Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
1e 5 d	écembre 1957
	Le Juge de Police,
Etat des	Did Fifth U.
	ns els
	ns
	13
	Total : 27 Francs

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1 957
en cause du prévenu nommé NSHAKA, fils de Mabukwiha (+) et de Nyiraba-
rima (ev) originaire de Musanze, chefferie Mulera, Territoire Ruhengeri, y ré-
sidant, veuf, 3 enfants, travailleur Repyru à Kinigi, déjà condamné pour désertion. prévenu d'avoir à Kinigi le 1 octobre 1957, étant engagé dans
commix les liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda, qui
n'est pas un indigène du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu aux
obligations lui imposées par contrat, en désertant, infraction prévue et punie
par l'article 84 de l'AR du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur NGARAMBE Joseph, interprète requis
Le prévenu est présent il comparait
(volontairement), (sukkitation), (sukkitation),
Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. NSHAKA
prévenu qui nous a déclaré
Q Pourqoui avez-vous déserté le 1 ocotbre 1957 ?
R Ma femme est morte en mars, je dois m'occuper de mes enfants. Ceux-ci
sont tombé malades en octobre. Aussi ai-je du m'absenter. J'ai repris le
travail début novembre. Q Avez-vous demandé à votre employeur l'autorisation de vous absenter ?
R Non. A comparu ensuite, nommé
ui nous a déclaré:

	Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même.
	Le système de défense consiste à dire que
*******************************	Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a été ré
anl 4 haa	ment engagé sous contrat par la Répyru, qu'il a déserté le 1/10/57, al-
	qu'il devait soigner ses enfants étant veuf.
TRust e	Attendu que le veuvage n'est nullement prouvé, la femme du prévenu mix
***************************************	Antendor po job z násou k so zách z kode k jeudi ancek pro kecpráveni.
étant i	coujours inscrite à son livret, que dès lors la raison de l'absence ap-
parait	bien comme un pretexte.
-14-14-14-14-14-14-14-14-14-14-14-14-14-	Attendu que le prévenu n'ignorait pas qu'il devait prester ses service
qu'il	devait solliciter l'autorisation de son employeur pour s'absenter que
sa mau	vaise foi est ainsi établie
***************************************	Attendu que le prévenu a repris son travail, mais qu'il est résidivist Vu la plainte de l'employeur Le condamnons du chef de l'infraction précitée à 150 frs d'amende.
	*
	Le renvoyons des poursuites du chef de
	Soit au total à
à une am	ende de cent cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende
dans le d	élai de deux jours, à 10 jours du servitude pénale subsidiaire.
	Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non
paiement	de ces frais dans le délai de deux jours, à jours de contrainte par
corps.	
corps.	Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :
	à
0 4 - 3 -	s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
	•
par corp	Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)
	Prononçons la confiscation de (ou la maintieur de)
	Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
le 5	lécembre 1957
	Le Juge de Police,
Etat des	
	ns Lew
	e 8
	t13
	Total · Prancs

RÉSIDENCE DU RUANDA RÉGIE PYRÈTHRE ET REBOISEMENT

B.P. 6

KINIGI (RUHENGERI)

No soo. A. I.

Objet:

Plainte

Monsieur l'Administrateur Territorial,

n·4918/ hoi 3/02

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je dèpose plainte du chef de:

désertion

désertion en récidive

détournement d'effets d'équipenent et outellage à charge du nommé: "STAKA, fils de la SUK/INA st le affan amilia résidant colline JUANAN S'chefferie MALPO VI Chefferie MALLI

L'intéressé, travailleur contracté à la Régie Pyréthre et reboisement, pour une durée de 300 jours de travail, prenant cours le.... et affecté à l'équipe: Entrotion 1-2, 133 jours de pravail a abandonné son travail depuis le 1/10/37 emportant son équi-

Je vous serais trés obligé de vouloir bien le faire renvoyer à son travail, après poursuites éventuelles.

pement et son outillage (vareuse, couverture, houe, hache.)

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur Territorial, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur Régie Pyréthre

à Monsieur l'Administrateur Territorial à RUHENGERI.

147. for another 937/3329/8

Nous soussignes DE MAN JOSEPH, Admitted Strategy No.
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
en cause du prévenu nommé BIRAHIRA fils de Nyanuko (+) et de Cyurinyan
originaire de Cyuve, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri, muhutu des ab
singa, marié, 8 enfants, travailleur à la Répyru, sans condamnation antérieur
prévenu d'avoir à Kinigi le 1/1/1957, étant engagé dans les
remuis liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda, qui n'é
est pas un indigè ne du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu aux ob
ligations lui imposées par contrat en désertant. Infraction prévue et punie
par l'article 84 de l'AR. du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur Mgarambe Joseph, requis comme interprète
Le prévenu est présent et il comparait
(volontairement), (surveitation), (surrenmention verbala),
Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nomméle prévenu
qui nous a déclaré
Q Reconnaissez-vous avoir déserté le 1 janvier 1957?
R Oui mais j'ai déjà payé une amende transactionnelle pour cela, le 15/4/5'. Q En effet, mais pour quelle raison n'êtes-vous pas retourné au travail ?
Votre contrat est toujours en cours.
R Parce que j'ai fort mal aux pieds. Quand je me suis senti mieux, j'ai pre
féré aller cultiver.
Ancompanying business, no
qui nous a déclaré:
Q Avez-vous donné un préavis de rupture de contrat ?
R Je n'en ai pas donné.

Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-mem.
Le système de défense consiste à dire que
To the same and the same at th
Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu est régulièrement en- gagé par la Répyru, que ce contrat est toujours en cours, qu'il a quitté son
travail 1/1/57, qu'il a déjà payé une amende transactionnelle pour ce fait
mais a néammoins contin úé à ne pas remplir les obligations lui imposées par
ce contrat. Attendu que le prévenu n'a donné aucun préavis de rupture de contrat,
qu'il n'ignorait pas qu'il avait des obligations à remplir, que sa mauvaise foi est établie à suffisance par le fait que qu'il savait pertinemment qu'il ke rendamment du cher de
devait reprendre son travail.
Vu la plainte de l'employeur
Le condamnons du chef de l'infraction précitée à 150 francs d'amende.
Le renvoyons des poursuites du chef de
Soit au total à jours de servitude pénale principale,
à une amende de cent cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende
dans le délai de quatre jours, à dix jours du servitude pénale subsidiaire.
Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non
paiement de ces frais dans le délai de quatre jours, à quatre jours de contrainte par
corps.
Et-statuant d'office-sur-les-intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :
-
_
faute de s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
par corps.
Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
Le Juge de Police, Etat des frais DE MAN J
Etat des frais P.V.O.P.J. Citations
Citations
Audience 8
Jugement 13 France

en-

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
en cause du prévenu nommé BIRAHIRA fils de Nyanuko (+) et de Dyurinyar
originaire de Cyuve, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri, muhutu des al
singa, marié, 8 enfants, travailleur à la Répyru, sans condamnation antérieur
prévenu d'avoir à Kinigi le 1/1/1957, étant engagé dans les
remois liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda, qui n'a
est pas un indigème du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu aux ob
ligations lui imposées par contrat en désertant. Infraction prévue et punie
par l'article 84 de l'AR. du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur Ngarambe Joseph, requis comme interprète
Annual de la
Le prévenu est présent il comparait
(volontairement), (succession), (succession), (succession),
Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé le prévenu
qui nous a déclaré
Q Reconnaissez-vous avoir déserté le 1 janvier 1957?
R Oui mais j'ai déjà payé une amende transactionnelle pour cela, le 15/4/5 Q En effet, mais pour quelle raison n'êtes-vous pas reteurné au travail ?
Votre contrat est toujours en cours.
R Parce que j'ai fort mal aux pieds. Quand je me suis senti mieux, j'ai pr
féré aller cultiver.
ADSONDARDO SAGUESE, BORNESE
quinous edéclasés.
Q Avez-vous donné un préavis de rupture de contrat ?
R Je n'en ai pas donné.

Le système de défense consiste à dire que	
10 Systems to total out and a second of the second out and a second out a second ou	***

	on:

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu est régulièreme gagé par la Répyru, que ce contrat est toujours en cours, qu'il a quit	
travail 1/1/57, qu'il a déjà payé une amende transactionnelle pour ce i	
mais a néammoins continéé à ne pas remplir les obligations lui imposée:	, par
ce contrat.	
Attendu que le prévenu n'a donné aucun préavis de rupture de con	itrat,
qu'il n'ignorait pas qu'il avait des obligations à remplir, que sa mau foi est établie à suffisance par le fait www qu'il savait pertinemment	vaise qu'il
devait reprendre son travail.	
Vu la plainte de l'employeur	
Le condamnons du chef de l'infraction précitée à 150 francs d'au	mende.
	110-100 F
Le renvoyons des poursuites du chef de	****
Soit au total à jours de servitude pénale principale,	
à une amende de cent cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amend	.e
dans le délai de quatre jours, à dix jours du servitude pénale subsidiaire	
Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de no	
paiement de ces frais dans le délai de quaire jours, à quatre jours de contrainte pa	r
corps.	
Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :	
à	
faute de s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de	.e
par corps.	
Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)	****
<u> </u>	
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri	
le 5 décembre 1957	
Le Juge de Police,	
Etat des frais DE MAN J	2
P.V.O.P.J.	
Citations	
Audience 8	
Jugement 13	
Total: 21 Francs	

Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-mêm

en-

Kinigi (Ruhengeri), le 21/11/57

RÉSIDENCE DU RUANDA RÉGIE PYRÈTHRE ET REBOISEMENT

B.P. 6

KINIGI (RUHENGERI)

No 370/A.I......................

Objet:

Plainte | MOI 3/02 n.4985/MOI 3/02 26/11/17

Monsieur l'Administrateur Territorial,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je dèpose plainte du chef de:

désertion

desertion en recidive

détournement d'effets d'équipement et outellage à charge du nommé: BIRAHIRA, fils de LYAKUKD et de JYUKINYANA résidant colline CYUNA S'chefferie ARIZI Chefferie KAMALI

L'intéressé, travailleur contracté à la Régie Pyréthre et reboisement, pour une durée de 300 jours de travail, prenant cours le.1/3/55 et affecté à l'équipe: Entratien 10/16, 253 jours de travail

a abandonné son travail depuis le 1/1/37 emportant son équipement et son outillage (vareuse, couverture, houe, hache.)

Je vous serais trés obligé de vouloir bien le faire renvoyer à son travail, après poursuites éventuelles.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur Territorial, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur Régie Pyréthre

WILLEMS.

à Monsieur l'Administrateur Territorial à RUHENGERI.

121 for gustlesse nº 931/3226/3

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
en cause du prévenu nommé SELARARO, fils de Ndabarishye (+) et Tura
originaire de Tero, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, muhutu des abage:
ra, célibataire, travailleur Répyru à Kinigi, sans condamnation antérieure.
prévenu d'avoir à Kinigi le 1/10/1957, étant engagé dans les
ronner liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda, qui
n'est pas indigène du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu aux obj
gations lui imposées par contrat en désertant. Infraction prévue et punie par
l'article 84 de l'AR du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur NGARAMBE Joseph, repris comme interprèt
Le prévenu est présent et il comparait
(volontairement), (surroitation), (surroumation werbale),
Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. SEFARARO
prévenu qui nous a déclaré
Q Pourquui avez-vous abandonné votre travail le 1 octobre ?
R Jiai été à la recherche de ma femme qui m'a abandonné puis j'ai été malac
et j'ai repris mon travail le lnovembre 1957
Q Avez-vous demandé l'autorisation de votre employeur pour vous absenter ?
R Non. Parce que je croyais revenir très vite.
Q Avez-vous un certificat médical ? R Non. Je n'ai pas le chercher.
R Non. Je n'ai pas le chercher.
qui nous a déclaré:

s avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même.
système de défense consiste à dire que
Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a été régulièrement engagé par la Répyru, qu'il a abandonné son travail le l octobre 1957 alléqua qu'il devait rechercher sa femme qui s'était enfuie. Attendu que le prévenu n'a pas demandé l'autorisation de s'absenter à
son employeur, qu'il ne pouvait ignorer qu'il était tenu de se présenter régulièrement au travail, que sa mauvaise foi est ainsi établie.
Attendu que le prévenu n'est néammoins représenté au travail.
Vu la plainte de l'employeur.
Le condamnons du chef de l'infraction précitée à CENT FRANCS d'amende.
Le renvoyons des poursuites du chef de
Soit au totalà jours de servitude pénale principale,
a dile amorido do
dans le délai de deux jours, à jours du servitude pénale subsidiaire.
Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non
paiement de ces frais dans le délai de deux jours, à jours de contrainte par
corps.
Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé:
faute de s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
par corps.
Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
Le Juge de Police,
Etat des frais DE MAN J
P.V.O.P.J.
Audience 8
Jugement 13
Total: 21 Francs

RÉSIDENCE DU RUANDA RÉGIE PYRÈTHRE ET REBOISEMENT

B.P. 6

KINIGI (RUHENGERI)

No 364/A.I...O.

Objet:

Plainte

Monsieur l'Administrateur Territorial,

n.4919/ Moi 3/02

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je dèpose plainte du chef de:

désertion

desertion en recidive

L'intéressé, travailleur contracté à la Régie Pyréthre et reboissement, pour une durée de 300 jours de travail, prenant cours le. 1/12/33 et affecté à l'équipe: Entratien 1-2, 10% jours le pravail

a abandonné son travail depuis le // m emportant son équipement et son outillage (vareuse, couverture, houe, hache.)

Je vous serais trés obligé de vouloir bien le faire renvoyer à son travail, après poursuites éventuelles.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur Territorial, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur Régie Pyréthre

WILLEMS

à Monsieur l'Administrateur Territorial à RUHENGERI.

199. for Constitue 937/3227/B

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
1e. 5 décembre 1957
en cause du prévenu nommé SEMARARO, fils de Ndabarishye (+) et Tura
originaire de Tero, chefferie Mulera, territoire Ruhengeri, muhutu des abage ra, célibataire, travailleur Répyru à Kinigi, sans condamnation antérieure.
prévenu d'avoir à Kinigi le 1/10/1957, étant engagé dans les
memoris liens d'un contrat de travail avec la Régie Pyrèthre du Ruanda, qui
n'est pas indigène du Ruanda-Urundi, avoir de mauvaise foi contrevenu aux objections lui imposées par contrat en désertant. Infraction prévue et punie par
l'article 84 de l'AR du 19 juillet 1954.
Nous avons été assisté de Monsieur NGARAMBE Joseph, repris comme interpré

Le prévenu est présent il comparait
(volontairement), (surcitation), (sur sommation verbale),
Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé. SEMARARO
prévenu qui nous a déclaré
Q Pourqui avez-vous abandonné votre travail le 1 octobre ?
R Jfai été à la recherche de ma femme qui m'a abandonné puis j'ai été mala
et fairepris mon travail le lnovembre 1957
Q Avez-vous demandé l'autorisation de votre employeur pour vous absenter ?
R Non. Parce que je croyais revenir très vite.
[]
Q Avez-vous un certificat médical ? R Non. Je n'ai pas le chercher.
R Non. Je n'ai pas le chercher. Accompany ensuices nomes
R Non. Je n'ai pas le chercher. Accompany sensuices nomes
R Non. Je n'ai pas le chercher. Accompany ensuites TRANSCRAME DE CHERCHER. ACCOMPANY ENSUITE DE CHERCHER.

A	is avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même.
	système de défense consiste à dire que
	Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a été régulièrement
engagé	par la Répyru, qu'il a abandonné son travail le 1 octobre 1957 alléqua
qu'il	devait rechercher sa femme qui s'était enfuie. Attendu que le prévenu n'a pas demandé l'autorisation de s'absenter à
121	Attendu que le prevenu n'a pas demande l'autorisation de s'absonter régu ployeur, qu'il ne pouvait ignorer qu'il était tenu de se présenter régu
son em	ent au travail, que sa mauvaise foi est ainsi établie.
TTeren	Attendu que le prévenu n'est néammoins représenté au travail.
	Vu la plainte de l'employeur.
	Le condamnons du chef de l'infraction précitée à CENT FRANCS d'amende.
AND SECTION AND SECTION	
	Le renvoyons des poursuites du chef de
	Soit au total à jours de servitude pénale principale,
à une an	nende de cent francs, ou en cas de non paiement de cette amende
danc le	délai de deux jours, à lours du servitude pénale subsidiaire.
dans 16	
	Aux frais du procès s'élevant à francs, ou en cas de non
paiemen	t de ces frais dans le délai de deux jours, à jours de contrainte par
corps.	
A constant of	Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :
	and the same of th
faute de	es'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
par corp	
1	Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)
	Prononçons la confiscation
	Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
1e5	décembre 1957
	Le Juge de Police,
Etat de	
	() It's
	ee
	ıt
o de amer.	Total: 21 Francs

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1957
en cause du prénus nommé SEBISHYIMBO fils de Sendishyi 'ev) et de Nyi
randimuza (ev) originaire de Tero, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri,
muhutu des abahoma, résidant à Tero, marié trois enfants, travailleur Répyru à Kinigi, sans condamnation antérieure.
romais prévenu d'avoir à Kinigi, le 1.10.1957, étant travailleur regulièrement
engagé par la Régie Pyrèthre du Ruanda qui n'est pas indigène du Ruanda-Urund
avoir de nauvaise fois contrevenu aux obligations lui imposées par contrat en
désertant de son travail - Infraction prévue et punie par l'article 84 de l'Adu 19/7/1954. Nous avons été assisté de Monsieur Mgarambe Joseph, requis comme interprète
Le prévenu est présent et il comparait
(volontairement), (survitation), (surrounation verbale),
(volontairement), (surveitation), (surremention verbale), Nous avons entendu successivement av sous ka fok du semment le nommé SEBISHYIMBO
(volontairement), (survitation), (surrounation verbale),
(volontairement), (surveitation), (surremention verbale), Nous avons entendu successivement av sous ka fok du semment le nommé SEBISHYIMBO
(volontairement), (surveixation), (surrement at sous la foit du serment le nommé SHBISHYINBO prévenu qui nous a déclaré
(volontairement), (survoixation), (sursonmation verbale), Nous avons entendu successivement at sous ka foit du serment le nommé SHBISHYINBO prévenuqui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ?
(volontairement), (surveixation), (surveixation verbale), Nous avons entendu successivement at sous la faktuserment le nommé SHBISHYIMBO prévenu qui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ? R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail en novembre. Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ? R Non.
(volontairement), (sorcitation), (sorcitation), (sorcitation), Nous avons entendu successivement at souschafordu serment le nommé SERISHYIMBO prévenu qui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ? R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail en novembre. Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ? R Non. Q Avez-vous un certificat médical ? R Non.
(volontairement), (surreixation), (surreixation verbale), Nous avons entendu successivement et sous la fuktu serment le nommé SHBISHYINEO prévenu qui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ? R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail en novembre. Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ? R Non. QAvez-vous un certificat médical ?
(volontairement), (sorreitation), (sorreitation), (sorreitation), Nous avons entendu successivement etravail le nommé SERISHYILEO prévenu qui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ? R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail en novembre. Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ? R Non. QAvez-vous un certificat médical ? R Non. Aveomparaments, Q Il existe cependant un dispensaire à la Régie même. N'y êtes vous pas alle minoueradéciaré. R Non parce que j'étais gravement malade. Q Avez-vous prévenu votre employeur de votre maladie ?
(volontairement), (surreixation), (surreixation), Nous avons entendu successivement at sous la fait du serment le nommé SHEISHYIMBO prévenu qui nous a déclaré Q Pourquoi avez-vous abandonné votre travail le premier octobre ? R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail en novembre. Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ? R Non. QAvez-vous un certificat médical ? R Non. Avenupant ensurts, Q Il existe cependant un dispensaire à la Régie même. N'y êtes vous pas alle quitnous adéclaré: R Non parce que j'étais gravement malade.

avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même. stème de défense consiste à dire que Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu est régulièrement engagé par la Répyru et qu'il a abandonné son travail le 1/10, alléguant une maladie qu'il n'est pas en mesure de prouver. Attendu que le prévenu n'ignorait pas qu'il avait l'obligation de prester ses services chaque jour ouvrable, qu'il n'a pas prévenu son employeur de son absence et que sa maivaise foi est de ce fait établie. Attendu que le prévenu est néammoins retourné à son travail le 12/11/57 Vu la plainte de l'employeur. Le condamnons du chef de l'infraction précitée à CINQUANTE FRANCS d'amende. Le renvoyons des poursuites du chef de .-Soit au total à ____ jours de servitude pénale principale, à une amende de cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende ans 1/d délai 1 jours, à jours du servitude pénale subsidiaire. Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non paiement de ces frais cans le délai le jours, à jours de contrainte par corps. Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé: faute de s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de par corps. Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie) Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri le 5 décembre 1957 Le Juge de Police, DE 'MAN. -Etat des frais P.V.O.P.J. Citations Audience 13 Jugement Total: 21 Francs

RÉSIDENCE DU RUANDA RÉGIE PYRÈTHRE ET REBOISEMENT

B.P. 6

KINIGI (RUHENGERI)

No 0.4/

Objet:

Plainte

n: \$1967/4013/02

Monsieur l'Administrateur Territorial.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je dèpose plainte du chef de:

désertion

desertion on recidive

détournement d'effets d'équipenent et outellage à charge du nommé: كالمالة والمالة في المالة résidant colline S'chefferie Chefferie

L'intéressé, travailleur contracté à la Régie Pyréthre et reboisement, pour une durée de 300 jours de travail, prenant cours le. ... et affecté à l'équipe: Entrablem 21/33, 110 jours au pravail, a abandonné son travail depuis le emportant son équipement et son outillage (vareuse, couverture, houe, hache.)

Je vous serais trés obligé de vouloir bien le faire renvoyer à son travail, après poursuites éventuelles.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur Territorial, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur Régie Pyréthre

à Monsieur l'Administrateur Territorial à RUHENGERI.

20. fr. Grattane 930/32/3

Nous soussignés DE MAN Joseph, Administrateur de Territoire
siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri
le 5 décembre 1 957
en cause du prénus nommé SEBISHYIMBO fils de Sendishyi 'ev) et de Nyi-
randimuza (ev) originaire de Tero, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri,
muhutu des abahoma, résidant à Tero, marié trois enfants, travailleur Répyru à Kinigi, sans condamnation antérieure.
moment prévenu d'avoir à Kinigi, le 1.10.1957, étant travailleur regulièrement
engagé par la Régie Pyrèthre du Ruanda qui n'est pas indigène du Ruanda-Urund
avoir de mauvaise fois contrevenu aux obligations lui imposées par contrat en
désertant de son travail - Infraction prévue et punie par l'article 84 de 1'A du 19/7/1954. Nous avons été assisté de Monsieur Ngarambe Joseph, requis comme interprète
The state of the s
Le prévenu est présent il comparait
(volontairement), (see the sound tion verball),
Nous avons entendu successivement at sous a south same le nommé SEBISHYIMBO
prévenu qui nous a déclaré
Q Pourquoi avez-vous awandonné votre travail le premier octobre ?
R J'ai été malade et n'ai pu aller à l'hôpital. Je suis revenu à mon travail
en novembre.
Q Mais le 21 novembre vous n'étiez toujours pas au travail ?
R Non. QAvez-vous un certificat médical ?
R None
Q Il existe cependant un dispensaire à la Régie même. N'y êtes vous pas alle
Q Avez-vous prévenu votre employeur de votre maladie ?
R Oui je l'ai prévenu et je lui ai montré ma jambe.
Q Comment se fait-il alors que votre employeur dépose plainte contre vous ? R Je lui ai montré ma jambe lorsque je suis retourné à mon travail.
Q C'est à dise à quelle date ?
R Le 12 novembre.

	ns entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense par lui-même.
rées	ème de défense consiste à dire que
S.	
the said	

	Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu est régulièrement en-
gagé pa	r la Répyru et qu'il a abandonné son travail le 1/10, alléguant une ma-
	u'il n'est pas en mesure de prouver.
	Attendu que le prévenu n'ignorait pas qu'il avait l'obligation de pres-
ter ser	services chaque jour ouvrable, qu'il n'a pas prévenu son employeur de
	ence et que sa maivaise foi est de ce fait établie.
-9011GP-0	Attendu que le prévenu est néammoins retourné à son travail le 12/11/57
	Vu la plainte de l'employeur.
	Le condamnons du chef de l'infraction précitée à CINQUANTE FRANCS d'amende.
A	
	Le renvoyons des poursuites du chef de
	Soit au total à jours de servitude pénale principale,
à une ame	ende de cinquante francs, ou en cas de non paiement de cette amende
ans Wd	élaine jours, à jours du servitude pénale subsidiaire.
	Aux frais du procès s'élevant à 21 francs, ou en cas de non
	de ces frais dans la délai de jours, à jours de contrainte par
parement	de ces irais dus le detai de contrainte par
corps.	
	Li statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :
	à
C+- 20	s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte de
iaute de	s executer dans te detai de la fours, a la fours de contrainto do
par corp	s.
	Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie)

	Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri
le 5	décembre 1957
	Le Juge de Police,
Etat des	frais DE MAN
P.V.O.P.	J
Citation	us
	8.
Jugement	
	Total: Francs